

Cse

FRC

4409

INVOCATION
A LA MÉMOIRE AUGUSTE
DE FEU MONSEIGNEUR
LE DAUPHIN;
PERE DU ROI;

MISE en tête du mémoire pour le peuple français.

LORSQUE vous viviez, prince magnanime,
la nation ne connoissoit qu'à demi les vertus
supérieures qui préparoient en silence sa prof-
périté. Ces vertus éclaterent en disparoissant. Il
fut permis alors à la reconnoissance de révéler
son admiration. Vous avez daigné, grand
prince, vous communiquer à des hommes
qui avoient la réputation d'être instruits, &
ils vous trouverent plus instruits qu'eux-mêmes.

A

J'ose me vanter d'avoir été du nombre, non pour me créer un titre orgueilleux, mais pour vous rendre un solennel hommage. Aucune de vos pensées n'a été perdue pour moi, & j'ai gravé dans mon souvenir vos paroles aussi religieusement que vos bontés. Il est une de ces paroles mémorables qui mérite d'être imprimée sur le marbre & l'airain. Elle semble un oracle prononcé pour la circonstance où nous sommes. *Le tiers-état, disiez-vous dans des notes écrites de votre main sur l'esprit des loix, le tiers-état est le seul ordre qui possède naturellement l'esprit public, parce qu'il est éloigné de tout esprit de corps.*

Quel est l'intérêt du tiers-état? Le bien de la nation. Le peuple est le seul corps qui ne vive pas d'abus, & qui en meure quelquefois. Voilà toute la cause populaire renfermée en un seul principe. Je l'ai développé en ce mémoire. C'est à vous, prince généreux, que j'offre le commentaire de vos propres pensées. Hélas ! elles ne sont pas celles de tous les grands ! Que dis-je ? En ce moment même des grands que le peuple honore, en qui le peuple se confie, s'élevant contre le peuple, viennent de l'accuser devant le trône de vouloir renverser la monarchie par ses téméraires demandes. Et que demande-t-il ? Ce que la noblesse, ce que le clergé, ce que la magistrature avoient demandé avant lui & sembloient demander pour lui : la liberté publique & la réforme nationale. Quand tous la de-



mandoient, ignoroient-ils ce qu'ils demandoient? Quand ils nous invitoient tous à réunir nos vœux au leur, nous tendoient-ils un piège, nous offroient-ils un appui; vouloient-ils abuser du nôtre? S'est-il fait un changement dans leur intérêt, ou une révolution dans leur esprit? Ombre impartiale! écoutez la voix de leur parti, & jugez le nôtre.

On dit que le peuple conspire de tout côté contre la noblesse, le clergé & la magistrature. Voici la conspiration: exclus des emplois brillans de l'armée, il ne lui est permis que d'y mourir; exclus des hautes dignités de l'église, il ne lui est permis que d'y travailler; exclus des places importantes des tribunaux, il ne lui est permis que d'y solliciter; exclus du partage égal de l'autorité législative dans les états-généraux, il ne lui sera permis que d'y payer à genoux! Voilà la conspiration du tiers-état: voici celle des deux premiers ordres. Le roi les a rassemblés deux fois autour de lui pour les consulter sur les intérêts du trône & de la nation: qu'on fait les notables en 1787? Ils ont défendu leurs privilèges contre le trône. Qu'ont fait les notables en 1788? Ils ont défendu leurs privilèges contre la nation. Le trône n'a donc d'ami que la nation, & la nation d'ami que le trône. Tant que les autres ont besoin du prince, ils sont prosternés devant lui; cessent-ils d'en avoir besoin, ou sont-ils mécontents, d'esclavés ils deviennent censeurs, & de sollici-

teurs ils deviennent adversaires. Le peuple ; au contraire, se paie de promesses, se fie aux vertus, se résigne aux circonstances. Enfin, la noblesse voudroit faveur sur faveur, le clergé bénéfice sur bénéfice, la magistrature pouvoir sur pouvoir ; le peuple seroit content si l'on n'ajoutoit pas abus sur abus, impôt sur impôt, tyran sur tyran. Prince équitable, c'est à vous que je le demande : est-ce conspirer que de réclamer ses droits naturels ?

Non content d'exclure le tiers-état de ses droits naturels, il semble qu'on veuille le bannir même de l'histoire, il semble qu'on veuille l'effacer de nos annales. On soutient que la noblesse seule a placé la couronne sur le front de Hugues Capet. Prince éclairé, vous qui connoissiez si bien les fastes de la monarchie, vous le sçaviez ; la noblesse étoit bien plus disposée alors à démembler le trône qu'à le donner ; & lorsque Hugues Capet s'y assit, il eut pour aveu le silence de sa cour, & pour consentement le silence de son peuple. On soutient encore, que la noblesse seule a rétabli le sceptre dans les mains de Charles VII ; mais Jeanne d'Arc, qui opéra cette révolution inattendue, l'armée qui combattit sous cette héroïne, les villes, les hameaux qui se souleverent contre l'usurpateur étranger, étoient-ils la noblesse ? Mais la noblesse qui avoit appelé les anglois, le duc de Bourgogne qui avoit fomenté les partis, l'Evêque de Beauvais qui précipita sur un bûcher in-

fâme la libératrice de Charles VII. & du royaume, étoient-ils le peuple? On va jusqu'à soutenir que la noblesse seule, par sa valeur & sa fidélité, a fait triompher Henri IV. La liste de ses ennemis & de ses partisans est consignée dans notre histoire: un écrivain célèbre a calculé le nombre des uns & des autres, & il n'a trouvé, dans la classe des partisans, qu'un seul gentilhomme de plus. Et qui avoit tramé la ligue? Est-ce le peuple? Et qui avoit armé le moine Clément du poignard régicide? Est-ce le peuple? Et qui fut soupçonné d'avoir dirigé le fer abominable de Ravallac sur le sein d'un monarque adoré du peuple, pleuré du peuple d'alors, pleuré du peuple d'aujourd'hui? Est-ce le peuple? Est-ce le peuple qui trama ensuite la fronde, qui ordonna les barricades, qui fit tonner les parlemens & le canon contre Louis XIV; qui repoussa son armée & son enfance, qui voulut étouffer dans son berceau le plus beau siècle de la France? Concevez-vous, grand prince, qu'on donne un démenti public à tous les faits publics les mieux constatés?

Après avoir accusé le peuple, on accuse jusqu'à ses défenseurs. On se plaint qu'ils ont plaidé sa cause sans étude & sans connoissances: quel siècle instruit, que celui où les chefs de l'état sont assez sçavans pour reprocher à de bons écrivains de ne l'être pas assez! On se plaint que des écrivains féditieux osent me-

nacer les fiefs & attenter aux propriétés : quelques déclamations isolées doivent-elles décréditer tant de vérités unanimes ? Faut-il calomnier, faut-il étouffer la voix publique, parce qu'il s'y élève de loin en loin quelques indécentes clameurs ? On se plaint que des auteurs excitent, échauffent, ameutent la nation : mais la noblesse, le clergé, la magistrature ne parloient depuis deux ans que de la nation : elle se présente, & ils la rejettent, & ils la traitent de *folle*, & ils disent que la noblesse se croiroit *dégradée*, si elle paroïssoit en équilibre avec le tiers-état ! Quoi ? cinq à six cents mille hommes se croiroient *dégradés* de paroître en équilibre avec vingt-quatre millions d'hommes ? Le Dauphiné, qui a donné le magnanime exemple de ce juste équilibre, a donc *dégradé* sa noblesse ? La France qui, pendant deux cents ans, avoit adopté le même équilibre, avoit donc *dégradé* ses nobles pendant deux cents ans. Charlemagne, qui consultoit son peuple en même temps & en plus grand nombre que ses vaillans paladins, *dégradoit* donc ces preux célèbres ? Les enseignes romaines, sur lesquelles le monde entier lisoit ces mots : *senatus, populusque Romanus*, *dégradoient* donc le sénat Romain aux yeux du monde entier ? Les Catons, les Émiles, les Scaurus, les Cornéliens, tous ces patriciens sublimes se *dégradoient* donc en se mêlant au peuple dans le capitole & dans le Forum ? Tous les nobles François qui, depuis un

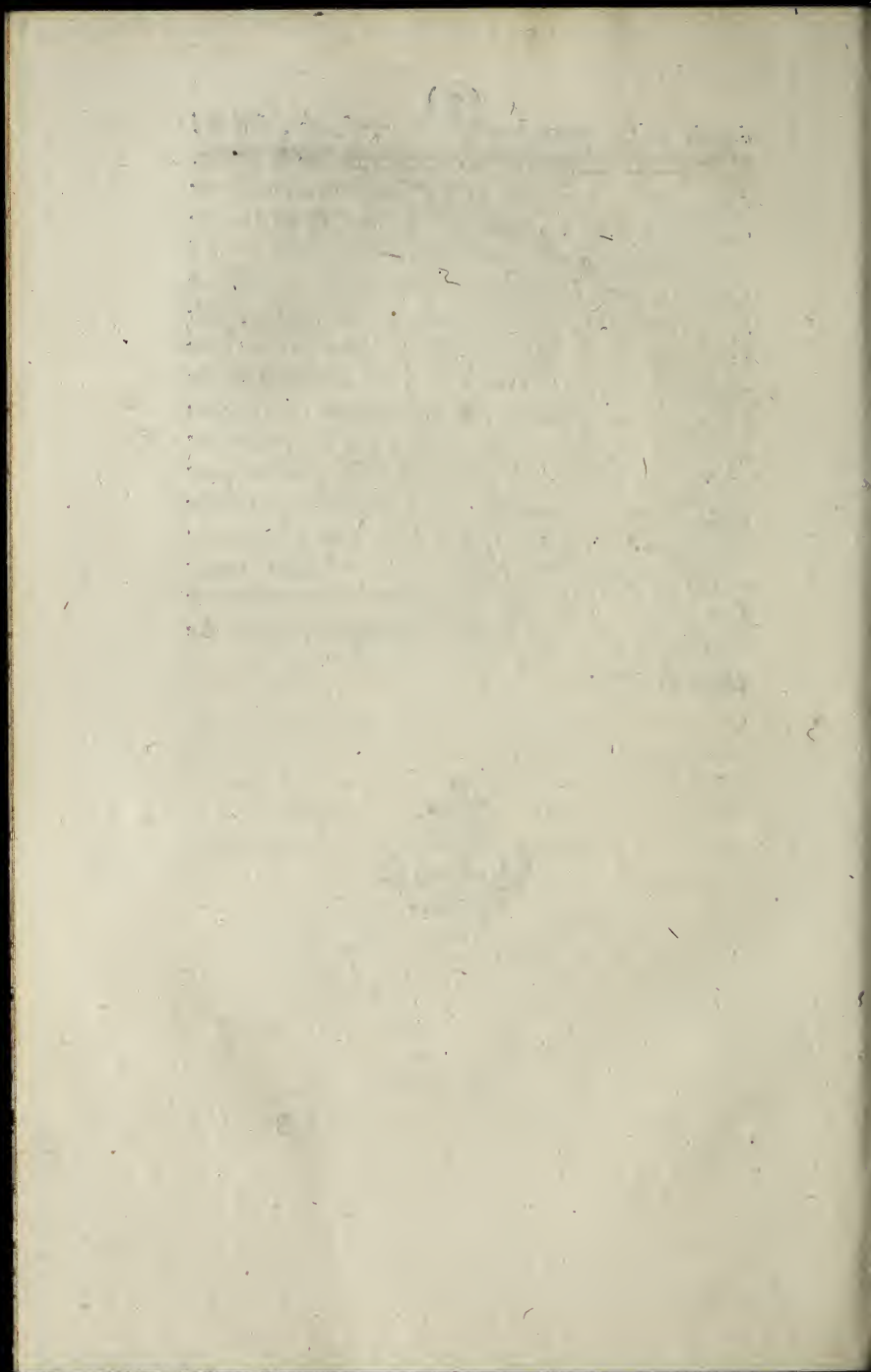
siècle, se sont apparentés avec les familles
 plébéiennes, se sont donc dégradés depuis
 un siècle? La philosophie qui rapproche les
 humains, dégrade donc les humains? la reli-
 gion, qui leur ordonne de fraterniser, ordonne
 donc qu'ils se dégradent? & vous même,
 prince religieux & philosophe, quand vous
 prononcez l'éloge du tiers-état, vous pronon-
 ciez donc la *dégradation* des deux premiers
 ordres? Votre ombre généreuse & sensible
 s'indigne, s'afflige d'une pareille expression!
 Elle s'indigne & s'afflige d'entendre humilier
 ainsi le peuple valeureux & soumis qu'elle
 doit gouverner! Elle s'indigne & s'afflige
 de voir qu'au moment du danger public,
 au moment de réunir tous les secours, au
 moment d'accueillir toutes les lumières, ceux
 qui en ont les obscurcissent, foment les ter-
 reurs au lieu de clartés, portent les divisions
 au lieu des secours; accélèrent le danger au lieu
 de le suspendre; menacent d'une scission for-
 midable, les esprits qu'ils pouvoient calmer.
 Ombre auguste & tutélaire! c'est à vous seule
 qu'il appartiendrait de leur dire: dans votre
 écrit public vous vous déclarez *les chefs de la*
noblesse! Vous avez méconnu votre dignité,
 vous avez rabaisé votre rang sublime; car
 vous êtes les chefs de la nation: aimeriez-vous
 mieux marcher à la tête des Gentilshommes,
 que de marcher à la tête des Français? C'est
 à vous seule qu'il appartiendrait de dire au
 monarque, héritier de vos sentimens: Vous

avez promis de faire le bonheur de vingt-fix millions d'hommes, & cinq à six cents mille exigent de vous le sacrifice de tous les autres ! C'est comme s'ils vous demandoient d'abdiquer votre empire ; car les nobles composent votre cour, & le tiers-état votre puissance. C'est à vous seule enfin que j'ose confier la plainte d'un peuple que vous aimiez, & qu'on outrage. Couvrez de votre nom sacré un écrivain sans nom, mais sans cabale & sans intérêt ; un écrivain qui abhorre la sédition comme l'injustice, qui voudroit restituer au peuple tous ses droits, excepté celui de combattre, & assurer à la noblesse tous ses privilèges, excepté celui d'usurper ; qui est plein de zèle pour la cause qu'il défend, & plein de respect pour les adversaires qu'il réfute ; qui enfin n'a pas oublié que le tiers-état, dans les assemblées nationales, paroît à genoux devant les deux premiers ordres, mais qui s'est souvenu du mot sublime de Sénèque : la vertu doit lutter même à genoux : *etiam de genu pugnât* (1).

(1) NOTA. *J'ai répondu aux accusations, & non aux accusateurs. L'importance & la publicité des accusations ordonnoient une réponse courageuse : l'élévation & les vertus des accusateurs imposeroient un silence respectueux. Si j'osois le rompre, ce seroit d'ajouter à la soumission qui leur est due à tous, l'admiration que l'un d'eux m'a inspirée,*
depuis

depuis qu'en approchant de sa personne , j'ai été le témoin & quelquefois le confident de ses lumières. Les princes, nés dans la puissance & accoutumés à la générosité , prennent de l'une & de l'autre une grandeur d'ame qui semble naturelle , & qu'il s'accroît par l'habitude. Tant qu'ils consultent leurs sentimens, ils penchent vers la bonté. Mais s'ils consultent leurs sociétés ou leurs favoris, ils penchent quelquefois vers l'injustice. Montesquieu l'a dit : les princes qui empruntent la raison d'autrui, engagent trop la leur, qui souvent vaut mieux. Le même auteur a dit : les princes sont forts quand ils commandent , & foibles quand ils disputent. C'est qu'on aime à leur obéir , mais non à leur sacrifier sa pensée. Les premiers rangs sont sacrés, mais non infailibles ; enfin l'opinion s'incline , mais ne tombe pas devant eux : de genu pognat.





M É M O I R E
D U
P E U P L E F R A N Ç A I S
A U R O I.

SIRE,

De quelle douleur sont pénétrés vos fideles sujets du tiers, à la vue du mémoire qui vient de vous être présenté par les princes ! On ne rend pas justice à notre attachement pour votre personne ; on suspecte nos intentions ; on repousse nos justes demandes. Pourquoi faut-il que les traits qui nous blessent , partent de mains aussi cheres ? Loin de nous le reproche ou la plainte offensante. Le sang de nos maîtres a des droits sacrés à notre amour , à notre respect. Nous ne démentirons point ces sentimens que Dieu lui-même a gravés dans le cœur de nos peres , qu'ils nous ont transmis avec le jour , & dont la succession est aussi invariable que celle de la couronne dans votre auguste maison.

Nous ne discuterons point en ce moment les principes qui servent de base à nos récla-

mations. Notre défense est sous les yeux de V. M. Nous attendons sa décision suprême sans impatience & sans crainte. Nous nous bornons à justifier nos desseins, à dissiper les alarmes qu'on veut lui inspirer.

Non, SIRE, l'état n'est point en péril; si l'on appréhende un changement de constitution d'après la disposition actuelle de nos cœurs & de nos esprits. Qui plus que nous doit être attaché à la gloire de la monarchie & au maintien de votre autorité? Vos sujets du tiers-état n'oublieront jamais qu'ils doivent à la dynastie actuelle l'avantage inestimable d'avoir été rendus à la qualité d'hommes & de citoyens. Nos peres gémissaient sous une honteuse servitude. Ce sont vos ayeux, SIRE, qui les ont affranchis & rappelés aux délibérations nationales. Qu'un hommage immortel de reconnoissance atteste à tous les siècles le plus signalé des bienfaits! que ce soit encore le tribut sacré de nos derniers neveux envers les successeurs de V. M.! Et nous pourrions être soupçonnés d'attaquer les droits du trône, à l'abri duquel nous avons été régénérés! de vouloir renverser des loix qui, après l'existence naturelle, nous ont assuré les droits les plus chers, & la plus précieuse de toutes les propriétés!

Que la noblesse, SIRE, retrace sans cesse ses services pour appuyer ses prérogatives; nous nous plaifons à rappeler nos obligations pour vous prouver notre amour.

Mais ce bienfait de vos ancêtres seroit incomplet, SIRE ; il nous deviendroit inutile, si la répartition inégale des charges de l'état continuoit à peser sur nos têtes. C'est à V. M. qu'est réservée la gloire de perfectionner le plus bel acte de l'autorité souveraine , en redressant ce grief dont nous nous plaignons. C'est pour l'exposer à vos yeux dans toute son énergie, que nous avons demandé dans l'assemblée de la nation une représentation égale à celle des deux autres ordres, nous qui constituons principalement la force de cet empire, qui le vivifions par le commerce, qui le fécondons par l'agriculture, qui rendons vos armées redoutables aux puissances voisines, nous à qui le ministère évangélique est confié en grande partie dans les villes & dans toutes les campagnes, & l'administration de la justice dans la plupart des tribunaux.

A la veille du jour solennel où seront agités tant d'intérêts divers, où tous les droits vont être de nouveau examinés, balancés & conciliés, il est presque impossible que d'une fermentation générale & inévitable, il ne résulte pas quelques opinions hasardées qui excèdent la mesure d'une saine politique. Que V. M. n'en soit point alarmée. Telle est la marche de l'esprit humain. Lorsque chaque individu isolé se livre sans contradicteur à l'examen d'une question de droit public, alors, se pénétrant uniquement des principes trop sévères d'une égalité primitive ou de

l'équité naturelle, le premier élan d'une imagination exaltée l'emporte au-delà du but désiré ; qui doit limiter les prétentions absolues de chacun des membres de la société, en déterminant leurs convenances relatives. Mais dans une grande assemblée, la discussion établie, la communication des lumières, la collision des opinions réduisent bientôt à leur juste valeur ces premières idées qui n'avoient été jusques-là ni éclaircies, ni combattues. L'intérêt de chaque particulier disparoît devant celui de tout un corps de citoyens ; l'intérêt de chaque corps cede à celui de l'état entier, & tout doit se rétablir dans ce juste équilibre où se rencontre seulement le maintien de l'ordre, de la sûreté & de la tranquillité publiques. N'en doutez pas, SIRE, & reposez-vous avec confiance sur l'amour des Français pour leurs maîtres. Loin de mettre en question les droits du trône, ou de vouloir en diminuer l'éclat, votre vertueuse modération aura à se défendre du zèle & des offres de ses fideles sujets. Loin de chercher à anéantir les droits de la noblesse, touchés des sacrifices qu'elle nous prépare, & dont elle vient de renouveler la promesse, nous confirmerons par notre gratitude solemnelle les loix qui assurent le premier rang à ce corps antique & valeureux qui fait l'honneur & l'ornement de l'état ; comme nous en faisons la force. Après avoir obtenu un moment, auprès de ces dignes chevaliers l'égalité politique que nous deman-

donc dans l'assemblée de la nation, nous jurerons de nouveau de respecter à jamais ces prérogatives ces propriétés qui leur déferent la prééminence sociale qu'ils méritent à tant d'égards.

Pourrions-nous ne pas compter sur un juste retour de cette affection dont nous sommes animés envers eux ? une pleine confiance dans leur loyauté ne doit-elle pas nous mettre à l'abri du danger qui pourroit résulter pour nous de la forme de délibération que nous sollicitons, de cette délibération commune de tous les ordres rassemblés ? S'il arrivoit que quelques membres du nôtre, séduits ou intimidés, vussent à se détacher de notre cause, certes, ce seroit dans le clergé & dans la noblesse que nous retrouverions de véritables citoyens qui, déterminés par de grands motifs de justice & de désintéressement, n'hésiteroient pas à se rallier à nous, & répareroient ainsi la défection de quelques lâches déserteurs de notre parti.

Voilà, SIRE, les seules armes que nous nous permettons d'employer pour combattre l'opposition qui s'élève contre nos justes demandes. Nous ne doutons pas qu'elles ne soient victorieuses. Nous croyons pouvoir assurer à votre majesté, qu'elle n'aura pas lieu cette funeste scission dont l'idée seule inspire si justement l'effroi. Nous en avons déjà pour garant l'opinion de deux princes de votre sang, dont le nom manque au mémoire qui vous a été pré-

fenté. Ce généreux exemple ne manquera pas d'être suivi. Une parfaite harmonie entre tous les ordres , si nécessaire à la félicité publique , rassemblera vos sujets autour du trône. Des loix sages , résultat heureux d'un assentiment général , fixeront invariablement les formes des assemblées nationales que vos successeurs feront dans l'impossibilité absolue de changer au gré de leurs opinions particulières ou des prétentions immodérées de l'un des ordres de l'état.

Vous n'oublierez point, SIRE, les services de votre noblesse ; mais sans en diminuer l'importance , nous lui rappellerons qu'il n'est aucune époque de l'histoire où le tiers-état ne lui ait prêté son secours & partagé l'honneur du succès. Si nos pères , condamnés au silence sous le régime oppresseur de la féodalité , ne purent faire entendre leurs voix dans l'assemblée des Français , qui proclama Hugues Capet , les barons qui la composèrent seroient-ils venus à bout de leur glorieuse entreprise , s'ils n'eussent compté sur les armes & la fidélité de leurs vassaux ? Le nom de Charles VII ne rappelle-t-il pas le plus beau titre de gloire dont aucun peuple puisse s'honorer ? N'est-ce pas du sein du tiers-état , que l'on vit sortir cette héroïne presque miraculeuse que , la providence fit voler à la défense de son roi , qui eut l'avantage de voir combattre & triompher sous sa bannière l'élite & la fleur des chevaliers français étonnés de son courage & remplis

plis de son enthousiasme ? Si l'histoire ne nous a pas conservé les noms d'une foule de morts qui ont ensanglanté les plaines d'Arques & d'Ivry, en est-il moins vrai que le sang du peuple y a cimenté les droits de la branche regnante autant que celui de la noblesse ? Gentilhomme ou roturier, capitaine ou soldat, tous ont partagé le péril & la victoire. Il suffit d'être né Français pour aimer sa patrie & son roi, pour se sentir enflammé du desir de combattre, de vaincre ou mourir à leur service.

Mais, SIRE, quels que soient nos justes titres à l'honneur d'avoir servi notre pays, aussi bien que nos autres concitoyens ; contents de nos preuves de gloire, nous ne voulons l'infraction des droits d'aucun des ordres, ni la confusion de tous. Nous respecterons, nous maintiendrons à jamais cette antique hiérarchie, cette distinction des membres de l'état, consacrée par les temps, principe essentiel & conservateur de cette illustre monarchie. Que des Pontifes vertueux attirent sans cesse sur vous & sur vos sujets les bénédictions du ciel ; nous révérons leur saint ministère sans envier leur rang. Que les chefs de votre noblesse nous menent combattre & vaincre vos ennemis, nous partagerons leurs dangers sans leur disputer les faveurs dont il vous plaira les combler. Quelquefois, SIRE, à l'exemple de vos prédécesseurs, vous daignerez élever quelques-uns d'entre nous aux

premières dignités de l'église, aux honneurs militaires, pour montrer que la vertu & les talens sont indépendans du hasard de la naissance, & que l'excellence de ce gouvernement, suivant l'expression d'un de nos plus fameux écrivains, consiste à ne priver aucun de vos sujets de l'espérance de parvenir à tout. Nous pourrons, par le choix de V. M., devenir ce que d'autres naissent, & sans doute nous ne ferons pas humiliés de cette manière de nous élever au niveau des premiers de nos concitoyens.

Loin de nous également le projet de changer la forme du gouvernement sous lequel nous avons le bonheur de vivre. Sans doute de grandes & nombreuses améliorations sont indispensables; mais en concertant avec V. M. ce grand ouvrage, nous chercherons à nous défendre également de la fureur de tout innover, & de l'inconvénient de faire revivre toutes les institutions anciennes; nous n'oublierons pas qu'il y a quelquefois du danger à tout prévoir, comm'il en est un à tout négliger; nous ne perdrons pas de vue qu'en France la défiance du pouvoir royal ne doit pas être, comme chez une nation voisine, la base de la constitution; que l'amour & la confiance sont les liens les plus heureux & les plus forts entre un monarque & son peuple; que l'autorité n'est jamais assez limitée, si l'obéissance doit toujours être inquiète & jalouse; & qu'aussi une puissance trop limitée est

un vain nom sans effet. Enfin, SIRE, V. M. veut une autorité sans despotisme ; nous désirons une liberté sans licence. Cet heureux accord servira infailliblement de fondement à la félicité publique.

Nous osons croire, SIRE , qu'il ne reste à V. M. aucun doute sur l'étendue de notre amour pour elle , sur la pureté de nos vues. Nous avons désiré en déposer l'expression & le témoignage dans son sein paternel. C'est elle que nous choisissons maintenant pour médiateur auprès des princes de votre sang ; & lorsque nous vous aurons convaincu , pénétré de notre attachement , de notre zèle , de notre respect , de notre obéissance , vous direz à cette brave & généreuse noblesse qui vous environne : *Voilà pourtant ces sujets fideles dont les sentimens ont pu vous paroître douteux ; ils sont dignes d'être vos freres ; ils sont aussi mes enfans.*

Achevez , SIRE , vos généreux desseins. Déjà vos intentions bienfaisantes , vos intentions populaires (s'il est permis de s'expliquer ainsi) ont pénétré dans l'asyle du pauvre & changé les gémissemens de sa douleur en actions de grâces. Que cet espoir consolant ne soit pas trompé. Rassemblez sous vos yeux votre nombreuse famille dans cette sage égalité que dictent les loix éternelles de la nature , de la raison & de l'humanité. Tous vos sujets , réunis par l'intérêt sacré de la patrie , quoique inégaux par les conventions de la société , con-

(20)

traçeront sous vos auspices une nouvelle alliance dont votre gloire sera le premier gage, & nous irons, confondant nos vœux & nos larmes, remercier l'Être suprême de nous avoir donné le meilleur des pères dans le plus puissant souverain du monde.